

Menaces sur le droit de propriété



Article rédigé par *Les 4 Vérités*, le 12 novembre 2019

Source [Les 4 vérités] Décidément, il devient chaque jour plus difficile de prétendre qu'Emmanuel Macron mène une politique économique de droite.

La seule réforme un tant soit peu favorable aux libertés économiques et à l'investissement privé a été la transformation de l'ISF en IFI – qui a été malheureusement arrêtée au milieu du gué, puisqu'elle n'a pas supprimé la spoliation des propriétaires.

On pourrait aussi mettre les privatisations dans le lot des réformes «de droite», mais, si l'on en juge par ce qui fut fait lorsqu'Emmanuel Macron dirigeait la politique économique de François Hollande, il y a de fortes chances que les privatisations envisagées soient, en réalité, des cadeaux offerts aux «copains» en dépouillant les Français de leur patrimoine.

En tout cas, pour le reste, nous sommes très loin du compte.

En matière de déficit public, alors que Bruno Le Maire s'était engagé voici un an à un déficit de 1,9% du PIB en 2019, Gérald Darmanin vient d'annoncer que nous serions à 3,4% – «comme prévu», précise-t-il!

Pour les impôts, non seulement nous n'avons pas commencé la moindre réduction, mais Emmanuel Macron a réussi le tour de force d'augmenter la pression fiscale davantage encore que son «prestigieux» prédécesseur, pourtant expert incontesté en ce domaine.

Mais la haine macronienne du propriétaire, notamment immobilier, vient encore de monter d'un cran.

Un rapport récemment remis au Premier ministre par Jean-Luc Lagleize, député Modem, préconise, en effet, de séparer le foncier du bâti pour l'achat de logement neuf dans les «zones tendues» – c'est-à-dire celles où les prix de l'immobilier s'envolent.

Dans la pratique, les terrains demeureront la propriété d'organismes fonciers publics et le propriétaire n'achèterait, en réalité, qu'un droit d'usage.

Cela correspond certes à la logique du nomadisme tant vanté par Jacques Attali, le mentor d'Emmanuel Macron, mais cela revient surtout à vider totalement de son sens la notion de propriété.

D'autant qu'il serait également question d'autoriser les élus locaux à limiter les prix des logements.

L'une des premières causes de la bulle immobilière tient déjà aux normes toujours plus délirantes qui pèsent sur les propriétaires. On peut être assuré que, si d'aventure ce ballon d'essai obtenait force de loi, on ferait face à un gel des opérations immobilières qui aurait l'effet inverse de celui recherché.

Mais l'on sait que les socialistes se préoccupent peu d'améliorer le sort des citoyens: plus il y a de pauvres dépendant de la manne publique et plus leur clientèle électorale s'étend. C'est tout ce qui leur importe.